



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
10 avril 2014
Français
Original : anglais/espagnol/français

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Dix-huitième réunion

New York, 26 juin 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5
de l'article 17 de la Convention, des 12 membres
du Comité devant remplacer ceux dont le mandat
arrive à expiration le 31 décembre 2014**

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la dix-huitième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 26 juin 2014, pour que les États parties procèdent à l'élection de 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2014 (voir annexe I). Les noms des autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2016, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 6 décembre 2013, a invité les États parties à soumettre, le 7 mars 2014 au plus tard, des candidatures en vue de l'élection de 12 membres du Comité. Le Secrétaire général a dressé la liste alphabétique suivante de toutes les personnes désignées à cette date, en indiquant les États parties dont elles sont les candidates.

* CEDAW/SP/2012/1.



<i>Nom des candidats</i>	<i>Pays ayant présenté leur candidature</i>
Ayşe Feride Acar	Turquie
Gladys Acosta Vargas	Pérou
Sawsan Al-Barrak	Iraq
Bahiya Aljishi	Bahreïn
Magalys Arocha Domínguez	Cuba
Naéla Gabr	Égypte
Ruth Halperin-Kaddari	Israël
Yoko Hayashi	Japon
Lilian Hofmeister	Autriche
Ismat Jahan	Bangladesh
Kheira Mahdjoub-Ouiguini	Algérie
Lia Nadaraia	Géorgie
Sochetra Nhean	Cambodge
Pramila Patten	Maurice
Patricia Schulz	Suisse
Renata Siemińska-Żochowska	Pologne
Genoveva Tisheva	Bulgarie
Ana Trišić-Babić	Bosnie-Herzégovine

3. Dans une note datée du 28 mars 2014, la Mission permanente du Népal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé le Secrétariat de la décision de son Gouvernement de retirer la candidature de M^{me} Sapana Pradhan-Malla à l'élection au Comité.

4. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par leurs gouvernements respectifs, figurent à l'annexe III.

Annexe I

Liste des 12 membres du Comité dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2014*

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>	<i>Membre depuis</i>
M ^{me} Ayşe Feride Acar	Turquie	2011 (et de 1997 à 2004)
M ^{me} Olinda Bareiro-Bobadilla	Paraguay	2011
M ^{me} Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie	2003
M ^{me} Naéla Gabr	Égypte	1999
M ^{me} Ruth Halperin-Kaddari	Israël	2007
M ^{me} Yoko Hayashi	Japon	2008
M ^{me} Ismat Jahan	Bangladesh	2011
M ^{me} Violeta Neubauer	Slovénie	2007
M ^{me} Pramila Patten	Maurice	2003
M ^{me} Maria Helena Lopes de Jesus Pires	Timor-Leste	2011
M ^{me} Patricia Schulz	Suisse	2011
M ^{me} Dubravka Šimonović	Croatie	2003

* Les curriculum vitae des membres du Comité peuvent être consultés sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx).

Annexe II

**Liste des membres qui siégeront au Comité
jusqu'au 31 décembre 2016***

<i>Nom des membres</i>	<i>Pays</i>	<i>Membre depuis</i>
M ^{me} Noor Al-Jehani	Qatar	2013
M ^{me} Nicole Ameline	France	2009
M ^{me} Barbara Evelyn Bailey	Jamaïque	2009
M ^{me} Niklas Bruun	Finlande	2009
M ^{me} Hilary Gbedemah	Ghana	2013
M ^{me} Nahla Haidar	Liban	2013
M ^{me} Dalia Leinarte	Lituanie	2013
M ^{me} Theodora Oby Nwankwo	Nigéria	2013
M ^{me} Silvia Pimentel	Brésil	2005
M ^{me} Biancamaria Pomeranzi	Italie	2013
M ^{me} Xiaoqiao Zou	Chine	2005

* Les curriculum vitæ des membres du Comité peuvent être consultés sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/Pages/Membership.aspx).

Annexe III

Curriculum vitæ des candidats

Ayşe Feride Acar (Turquie)

Date et lieu de naissance

14 janvier 1948, Bursa, Turquie

Langue(s) de travail

Anglais, français (lu)

Situation/fonction actuelle

- Professeur, Département de sciences politiques et d'administration publique, Université technique du Moyen-Orient, Ankara (Turquie).
- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Principales activités professionnelles

- Professeur de sociologie politique (depuis 1994) et Présidente (2001-2007), Département de sciences politiques et d'administration publique, Université technique du Moyen-Orient.
- 1994-2002 : Professeur et présidente fondatrice, chercheuses dans les domaines de l'égalité des sexes et de la condition féminine, Université technique du Moyen-Orient.
- 1997-2004 : Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; 2003-2004 : Présidente; depuis 2011 : Membre.
- 2006-2008 : Membre en qualité d'experte indépendante (nommée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe), Groupe de travail du Conseil de l'Europe pour combattre la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique.
- 2009-2010 : Représentante turque au CAHVIO, Comité ad hoc de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).
- Chef de l'équipe turque pour QUING (Projet du sixième Programme-cadre de l'Union européenne, 2006-2011) et EGERA (Projet du septième Programme-cadre de l'Union européenne, à partir de 2014) sur l'égalité des sexes et les droits des femmes.

* Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

Études

- 1976 : Doctorat en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis.
- 1973 : Maîtrise en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis.
- 1970 : Licence en sociologie, Université technique du Moyen-Orient, Ankara, Turquie.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre du Comité scientifique et consultante pour les projets ci-après :
- 2012-2013 : Promotion d'un environnement propice à l'égalité des sexes en Turquie, Projet conjoint PNUD-Parlement turc
- 2012-2014 : Formation aux droits fondamentaux des femmes à l'intention des conscrits des forces armées turques (Mehmetçik), Projet conjoint PNUD-UE-État-major turc
- Depuis 2013 : Prévention de la violence domestique à l'égard des femmes en Turquie, Projet d'assistance technique de l'UE
- 2008-2009 : Appui aux efforts de la Turquie visant à lutter contre la traite des êtres humains et à promouvoir l'accès à la justice de toutes les personnes victimes de ce crime, Projet conjoint OIM-UE-Ministère turc de l'intérieur
- Activités de sensibilisation et de formation auprès de hauts fonctionnaires, juristes et militants de la société civile au niveau national et régional (Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Europe centrale et orientale, Asie centrale) dans le cadre de projets internationaux et nationaux

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Acar, F. et Altunok G., 2013. « The 'Politics of Intimate' at the Intersection of Neo-Liberalism and Neo-Conservatism in Contemporary Turkey » dans *Women's Studies International Forum*, vol. 41, n° 1, p. 14-23.
- Acar, F. et Erturk, Y., 2011. « Women's Human Rights: International Standards, Advances and Problems », dans *Feminist Studies in Turkey in the 21st Century*, sous la direction de Sancar S., Koç University Publications, Istanbul (en langue turque).
- Acar, F. et Altunok G., 2012. « Understanding Gender Equality Demands in Turkey: Foundations and Boundaries of Women's Movements in Gender and Society », dans *Gender and Society in Turkey: The Impact of Neoliberal Policies, Political Islam and EU Accession*, sous la direction de Dedeoğlu S. et Elveren A.Y., IB Tauris, Londres.

Gladys Luisa Acosta Vargas (Pérou)

Date et lieu de naissance

24 juillet 1951, Cusco, Pérou

Langue(s) de travail

Espagnol, anglais, français et portugais

Situation/fonction actuelle

Retraitée de l'ONU (UNICEF et ONU-Femmes), Consultante internationale

Principales activités professionnelles

- 2008-2011 : Chef de la Section Amérique latine et Caraïbes d'ONU-Femmes
- 2006-2008 : Représentante de l'UNICEF en Argentine
- 2002-2006 : Représentante de l'UNICEF au Guatemala
- 1999-2002 : Conseillère régionale sur les questions d'égalité des sexes et d'adolescence au Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- 1993-1995 : Professeur de droit à la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université nationale de Colombie à Bogota
- Coordinatrice du Programme « Genre et pouvoir » de l'Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (ILSA) à Bogota en Colombie
- Directrice générale du Centro de la Mujer Peruana « Flora Tristán » (1990-1992)

Études

- Diplôme d'avocat. Faculté de droit de l'Université catholique pontificale du Pérou
- Licence et maîtrise de sociologie (Université René Descartes, Paris V – Sorbonne, France)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 1992-1999 : Consultante internationale pour UNIFEM, l'UNICEF, l'Institut interaméricain des droits de l'homme, ILANUD, NOVIB, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Québec, Canada), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Women's Human Rights Net (WHRNet).
- 1994-1995 : Membre de l'Équipe d'évaluation des relations entre l'État et les ONG durant le processus de préparation de la Conférence de Beijing de 1995, sous les auspices du Bureau d'UNIFEM pour la région andine et du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

- 1994-1995 : Enquêteuse juridique pour le Rapport sur la violence familiale (Région de l'Amérique latine et des Caraïbes), sous la direction de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, devant la Commission des droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « Le Droit international des enfants et des femmes. Une évolution historique et sociale ». UNICEF. Université de Bordeaux, France. Actes des colloques 2003-2004.
- « Cambios legislativos en la formación y disolución de familias: una mirada de contexto », dans *Familias y políticas públicas en América Latina*. Nations Unies. Santiago du Chili, 2007.
- « La CEDAW y la Convención sobre los Derechos de la Niñez: Derechos Humanos constructores de ciudadanía y democracia ». *Série documents de travail*, n° 5. UNICEF, Mexique. Novembre 2001.

Sawsan Al-Barrak (Iraq)**Date et lieu de naissance**

24 septembre 1960, Iraq

Langue(s) de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

Directrice générale adjointe chargée du suivi des résultats obtenus et de la protection des droits, Ministère des droits de l'homme, Iraq

Principales activités professionnelles

- Participation à l'élaboration du programme de travail annuel du Ministère des droits de l'homme et supervision de la mise en œuvre du programme de travail de la Direction chargée du suivi des résultats et de la protection des droits.
- Coordination de l'élaboration des rapports spéciaux des groupes d'inspection et suivi des violations des droits, notamment au travail, à la santé, à l'éducation, au logement.
- Représentation du Ministère au sein des comités interministériels traitant des questions liées aux femmes et individus ayant des droits et des besoins particuliers.
- Fourniture d'avis sur les projets d'amendement aux lois ayant trait aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Préparation des réponses officielles pour le Ministère sur les questions concernant la protection internationale et nationale des droits de l'enfant, des femmes, des minorités et des personnes ayant des besoins particuliers.
- Coopération avec les universités irakiennes et les organisations internationales à l'élaboration de stratégies nationales ou de projets d'amendement aux lois discriminatoires à l'égard de groupes spécifiques de personnes.
- Représentation du Ministère des droits de l'homme au Comité de protection familiale, en coordination avec le PNUD.
- Représentation du Ministère des droits de l'homme au Comité chargé d'élaborer la Stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes (2013-2017), avec l'appui du FNUAP.

Études

- Licence en droit, faculté de droit, Université Al-Turath, Bagdad, 2011
- Maîtrise de génie chimique, Université de technologie, Bagdad, 1984

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Chef du Comité de rédaction du rapport de l'Iraq concernant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (pour examen en 2015).
- Membre du Comité de rédaction des rapports irakiens établis au titre de la CEDAW et de l'EPU (examinés en 2014).
- Supervision de la préparation des rapports périodiques de l'Iraq au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et de la suite qui y est donnée.
- Membre du comité au sein du Ministère des droits de l'homme chargé de mettre en œuvre le Plan national relatif aux droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Préparation du rapport annuel de la situation des femmes irakiennes pour 2009, 2010 et 2011.
- Préparation du rapport annuel de la situation des enfants irakiens, 2011.
- Réalisation d'études sur la lutte religieuse et politique et son incidence sur les droits des femmes irakiennes.
- Étude de cas sur la méconnaissance des élections chez les femmes irakiennes.

Bahiya Aljishi (Bahreïn)

Date et lieu de naissance

18 avril 1945, Manama, Royaume de Bahreïn

Langue(s) de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

- Membre de la Choura (Chambre désignée du Parlement), deuxième Vice-Président de la Choura.
- Membre du Conseil suprême de la femme.
- Membre du Parlement arabe.

Principales activités professionnelles

- Depuis 1988 : Membre du Conseil arabe pour l'enfance et le développement, Le Caire, Égypte.
- Membre du Réseau arabe « Genre et développement » (ANGAD), Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR), Tunisie.
- Membre fondateur de l'Association bahreïnienne pour le développement de l'enfant, Royaume de Bahreïn.
- 1999 : Chef du Comité de rédaction du Rapport national sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC).
- 1997-2001 : Membre du conseil d'administration du Réseau arabe des organisations non gouvernementales.
- 1995, 1997 et 1999 : Présidente élue du Haut Comité technique sur l'enfance de la Ligue arabe.
- Superviseuse des programmes relatifs aux femmes et aux enfants à la télévision du Bahreïn.

Études

- Doctorat en éducation (avec mention), Université de Boston, États-Unis.
- Maîtrise en politique et histoire de la situation des femmes du Moyen-Orient dans la charia, School of Oriental and African Studies, Université de Londres, Angleterre.
- Licence de littérature arabe, faculté des arts, Université du Caire, Égypte.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2004-2008 : Membre et deuxième Vice-Président élu du Comité de coordination des Femmes parlementaires, Union interparlementaire (UIP).

- 1997-2010 : Membre du conseil d'administration du Centre d'information sur les femmes et les enfants, Société pour la protection des mères et des enfants.
- Membre du Comité chargé de la rédaction du rapport national de Bahreïn en vue de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 1995.
- Membre du Comité de rédaction de la stratégie nationale de promotion des femmes bahreïniennes, Conseil suprême de la femme (SCW), Bahreïn.
- Fourniture de services de consultante et de spécialiste volontaire auprès de plusieurs organismes de la société civile intervenant sur les questions liées aux femmes et aux enfants.
- Membre du Comité de S. E. la Princesse Sabika Bint Ibrahim Al Khalifa pour l'autonomisation des femmes bahreïniennes.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « The Status of Women in a Democratic Society: The Kingdom of Bahrain as an Example », *The Turkish Policy Quarterly*, 2012.
- « Women's Rights between Theory and Reality », Institut pour le développement politique, Bahreïn, 2009.
- Participation à la rédaction de « National Strategy for the Advancement of Bahreïni Women », Conseil suprême de la femme (SCW), Bahreïn, 2004.
- « Inclusion of Women's Needs in Government Programs », première Conférence nationale consacrée aux femmes bahreïniennes, 2010.

Magalys Arocha Domínguez (Cuba)**Date et lieu de naissance**

8 janvier 1958, Pinar del Río, Cuba

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Coordonnatrice régionale de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Principales activités professionnelles

- 1982-1989 : Professeur de philosophie dans l'enseignement pédagogique supérieur.
- 1989-1992 : Membre de la Direction de l'antenne de la Fédération des femmes cubaines dans la province de Pinar del Río.
- 1992-1995 : Déléguée élue à l'Assemblée du pouvoir populaire de la province de Pinar del Río. Secrétaire de l'organe mentionné.
- Mars 1995 à août 2012 : chargée des relations internationales de la Fédération des femmes cubaines.
- Depuis septembre 2012 : Coordonnatrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Fédération démocratique internationale des femmes.

Études

- 1982 : Licence de russe ainsi que d'histoire et de sciences sociales. Moscou.
- 1988 : Spécialisation en philosophie. Université de La Havane.
- 1992 : Diplômée de méthodologie d'intervention communautaire. Centre de formation des femmes. La Havane.
- Diplôme de sécurité et défense nationale. Institut cubain de défense. 2008.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2005-2012 : Experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. 2005-2010 : Membre du Groupe de travail du Comité sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif.
- 2005 : Professeur du Séminaire régional accueilli au Chili par la CEPALC et la Division de la promotion de la femme à l'intention des représentants de gouvernements latino-américains.
- Participation à des cours, ateliers et séminaires sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, organisés par les Gouvernements de la République dominicaine (2006), de l'Uruguay (2010), et du Venezuela (2006-2012).

- Invitation à participer au processus préparatoire de la loi générale contre la violence à l'égard des femmes en El Salvador (2010).
- Cours et conférences organisés par le Bureau régional de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2009, 2010 et 2012).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

« Mujeres: protagonistas de movimientos sociales emergentes en América Latina » (Femmes : protagonistes des nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine), « Apuntes sobre la teoría y práctica de la institucionalización de género en las políticas públicas en el contexto latinoamericano » (Débats sur la théorie et la pratique de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques publiques dans le contexte latino-américain), « Una perspectiva latinoamericana del papel del Comité CEDAW en el treinta aniversario de su institución » (Une perspective latino-américaine du rôle du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au trentième anniversaire de sa création), « Nuevos paradigmas democráticos en América Latina: la inclusión de género como condición necesaria » (Nouveaux paradigmes démocratiques en Amérique latine : inclusion de l'égalité des sexes comme condition nécessaire), « Ética y política desde el movimiento de mujeres » (Éthique et politique du point de vue du mouvement des femmes).

Naéla Gabr (Égypte)**Date et lieu de naissance**

19 février 1950, Le Caire, Égypte

Langue(s) de travail

Arabe, français, anglais

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et Présidente du Groupe de travail du Comité sur les femmes rurales. Maître de conférences, directrice de recherche et de thèse sur les droits de l'homme, les droits fondamentaux des femmes et la traite des êtres humains. Membre du conseil d'administration du Programme conjoint CCCPA-CMC Finland sur le renforcement des capacités concernant la généralisation d'une perspective antisexiste et la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU dans le dispositif nord-africain de maintien et de consolidation de la paix. Formation des formateurs, experte et consultante dans les domaines de la problématique hommes-femmes, des droits de l'homme et de la traite des êtres humains.

Principales activités professionnelles

Conférencière, directrice de recherche et de thèse à l'Institut d'études diplomatiques, au Centre de formation du Caire pour le règlement des conflits et le maintien de la paix en Afrique (CCCPA), à l'Institut d'études sociales et criminologiques et à l'Académie de police. Intervient dans le renforcement des capacités et la formation des forces de maintien de la paix (AMISOM) aux droits de l'homme, à la problématique hommes-femmes, à la traite des êtres humains et au maintien de la paix. Formation des formateurs à l'intention des travailleurs sociaux et des membres de la société civile d'Égypte et d'autres États arabes et africains. Activités de sensibilisation et de formation à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aux actions du Comité auprès des membres du Conseil des femmes et des militantes dans les pays arabes et les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique. Collaboration avec les ONG, les parlementaires, les groupes de réflexion et le Conseil égyptien pour les droits de l'homme à la formulation de méthodologies concernant la sensibilisation, la rédaction de rapports et les plans d'action relatifs aux droits de l'homme, à la problématique hommes-femmes, à la traite des êtres humains et à la justice transitionnelle.

Études

- Maîtrise de relations internationales
- Maîtrise de littérature française
- Licence de sciences politiques

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Sensibilisation et mobilisation via des discours d'ouverture et l'adhésion à des groupes d'experts :

2013 :

1. Séminaire sur le trentenaire de la ratification par la France de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Assemblée nationale, Paris), 17 décembre
2. Atelier consultatif : « Égalité des sexes dans l'agriculture et le secteur rural au Proche-Orient et Afrique du Nord », Tunis, 18 au 19 novembre
3. Conférence sur la problématique hommes-femmes, les droits de l'homme et la gouvernance de l'eau en Afrique, Pretoria, 25 au 26 septembre

2012 :

1. Les femmes et la transition démocratique en Égypte, Forum de dialogue, Bibliotheca Alexandrina, 23 au 25 novembre
2. La onzième Conférence internationale des institutions nationales de défense des droits de l'homme, Amman, 4 au 6 novembre
3. CEDAW – 30 années d'action en faveur des droits des femmes, Istanbul, 1^{er} au 3 novembre

2011 :

Atelier sous-régional sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Rabat, 15 au 16 mars

2010 :

« The WOMANist – International Istanbul Women's Meeting », Istanbul, 5 au 6 novembre

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

2013 : Présentation thématique : Problématique hommes-femmes et égalité des sexes dans l'agriculture, Tunisie, 18 au 20 novembre

2013 : Présentation thématique : Problématique hommes-femmes et droits de l'homme et gouvernance de l'eau, Pretoria, 25 au 26 septembre

2012 : Les femmes et la transition démocratique en Égypte, Bibliotheca Alexandrina, 23 au 25 novembre

2012 : Présentation thématique : Le système international et régional des droits de l'homme, Amman, 4 au 7 novembre

2012 : Présentation thématique : Renforcer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Istanbul, 1^{er} au 3 novembre

Ruth Halperin-Kaddari (Israël)**Date et lieu de naissance**

15 mai 1966, Israël

Langue(s) de travail

Anglais, hébreu

Situation/fonction actuelle

- Maître de conférences de droit, Université Bar-Ilan, Ramat Gan (Israël)
- Directrice du Ruth and Emanuel Rackman International Center for the Advancement of Women à l'Université Bar-Ilan
- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)

Principales activités professionnelles

- Depuis 1992 : Maître de conférences de droit, Université Bar-Ilan
- Depuis 2001 : Directrice du Ruth and Emanuel Rackman International Center for the Advancement of the Status Women
- Depuis 2007 : Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; 2009-2010 : Vice-Présidente; 2009-2013 : Présidente du groupe de travail sur une nouvelle recommandation générale concernant les conséquences économiques du mariage et de sa dissolution
- 2002-2008 : Présidente du Comité consultatif de la Direction de la promotion de la condition de la femme au Cabinet du Premier Ministre
- 2003-2006 : Chef de la délégation israélienne aux 47^e, 48^e, 49^e et 50^e sessions de la Commission de la condition de la femme
- 2008-2009 : Membre d'un groupe de recherche sur la religion, la politique et l'égalité entre les sexes à l'UNRISD

Études

- 1996-1997 : études universitaires supérieures, Université de Tel-Aviv, Département de sociologie, Tel-Aviv (Israël)
- Juin 1993 : Doctorat de droit, faculté de droit de l'Université Yale, New Haven (Connecticut)
- Mai 1990 : Maîtrise de droit, faculté de droit de l'Université Yale, New Haven, (Connecticut)
- Juin 1989 : Licence en droit (mention très bien), major de promotion, Université Bar-Ilan, Ramat Gan (Israël)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Depuis 2002 : directrice de recherche, Clinique d'aide juridique aux femmes en instance de divorce, Rackman Centre
- Membre des comités nationaux ci-après au sein du Ministère de la justice : Comité sur la compétence des tribunaux familiaux et rabbiniques; Comité sur la réforme des droits de l'enfant; Sous-Comité de l'enfant au sein de la famille; Groupe de travail sur la responsabilité parentale
- Chef de la délégation israélienne et intervenante à la Réunion préparatoire régionale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe à l'évaluation décennale de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Beijing+10)
- Préparation du rapport unique officiel d'Israël (valant premier et deuxième rapports périodiques) et du troisième rapport périodique soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU (1996, 2001-2002)
- Cofondatrice et membre du Kolech : Religious Women's Forum et de l'Israeli Association for Gender and Feminist Studies

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Comment trancher les différends liés à la garde des enfants? Les dangers de l'illusion de l'égalité parentale au sein d'une réalité genrée (avec Dafna Hacker), 15 *Haifa Studies in Law and Governance* 91, 2013, (en hébreu)
- « Economic Consequences of Divorce: Applying a Universal Equality Norm in a Fragmented Universe » (avec Marsha Freeman), 13 *Theoretical Inquiries in Law*, p. 323-360, 2012
- « Between Universal Feminism and Particular Nationalism: politics, religion and gender (in)equality in Israël » (avec Yaacov Yadgar), 31 *Third World Quarterly*, p. 905-920, (2010) [Traduit en français et publié sous le titre : « Nationalisme, religion et (in)égalité de sexe en Israël au prisme du droit de la famille », dans *Cahiers du Genre, hors-série*, p. 119-138, 2012]

Yoko Hayashi (Japon)**Date et lieu de naissance**

9 juin 1956, Mito, Japon

Langue(s) de travail

Anglais et japonais

Situation/fonction actuelle

- Avocate dans un cabinet privé, Cabinet Athena, Tokyo, Japon
- Spécialisée dans les affaires de discrimination sexiste
- Depuis janvier 2008 : Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Depuis 2013 : Présidente du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- 2011-2013 : Rapporteuse suppléante chargée du suivi des observations finales

Études

- 1979 : Licence en droit, Université de Waseda
- 1983 : Apprentissage mené à terme à l'Institut de recherche et de formation juridiques de la Cour suprême japonaise, inscrite au barreau

Principales activités professionnelles

- Au niveau national :
 - 2001-2013 : Membre du Comité de spécialistes pour la violence à l'égard des femmes, Bureau pour l'égalité entre les sexes relevant du Bureau du Cabinet
 - 2011-2012 : Membre de la Commission d'enquête relevant du Bureau du Cabinet sur l'accident des centrales nucléaires de Fukushima de la Compagnie électrique de Tokyo
 - 2004-mars 2009 : Professeur de droit invité (Problématique hommes-femmes et droit), faculté de droit de l'Université Waseda
- Au niveau international :
 - 2010 : Membre de la délégation japonaise à la 54^e session de la Commission de la condition de la femme
 - 2004-2006 : Membre suppléant, Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de l'ONU
 - Conseillère auprès du Gouvernement japonais pour la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies (1995)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 1990-2010 : Membre du Conseil d'administration de l'Union japonaise des libertés civiles (JCLU); 1998-2000 : Secrétaire générale
- 1995-2003 : Membre du Comité consultatif du Fonds des femmes asiatiques
- 2002-2004 : Vice-Présidente de l'Ordre des avocates du Japon

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Hayashi, Yoko (dir. publ.), 2011. Nous, les femmes et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Shinzansha (en japonais)
- Hayashi, Yoko, « CEDAW – State Responsibility and Remedies to Victims », dans Gender and Law Society (dir. publ.), *Lecture on Gender and Law*, vol. 1 (2012), p. 139-153
- Hayashi, Yoko, 2013. « Implementation of the Convention on the Elimination of Discrimination against Women in Japon », *Journal of East Asia & International Law*, vol. 6, No. 2 (en anglais)

Lilian Hofmeister (Autriche)

Date et lieu de naissance

16 octobre 1950, Vienne, Autriche

Langue(s) de travail

Allemand, anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 1998 : Juge substitut à la Cour constitutionnelle autrichienne

Depuis 1998 : Présidente et fondatrice de l'Association des juges femmes autrichiennes (AWJA)

Depuis 1997 : Membre fondateur du Comité autrichien pour ONU-Femmes (ancien Comité autrichien pour UNIFEM)

2010-2012 : Présidente de l'Association autrichienne pour l'accès des femmes à la justice

1996-2003 : Présidente du Groupe de travail sur l'égalité de traitement (Ministère de la justice)

Principales activités professionnelles

1976-2010 : Carrière de juge en Autriche

Depuis 1990 : Enseignement sur le thème des droits des femmes et des droits de la personne et de la justice dans des établissements d'enseignement supérieur (ex. : Université de Vienne, Université de Linz, Renner Institute)

2010, 2013 : Membre de la délégation autrichienne aux 54^e et 57^e sessions de la Commission de la condition de la femme, présentations effectuées lors de manifestations parallèles organisées par la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)

2009 : Projet de recherche en Afrique du Sud sur la mise en œuvre nationale de l'alinéa a) de l'article 5 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

1997-2003 : Membre de la Commission fédérale autrichienne pour l'égalité de traitement

1995 : Experte juridique et membre de la délégation autrichienne à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, également membre participant au processus préparatoire de la Conférence

1993 : Consultante en qualité d'experte juridique concernant la loi autrichienne pour la protection contre la violence familiale

Études

1973-76 Formation de juge

1972 Doctorat en droit, Université de Vienne

- 1968-72 Études de droit, Université de Vienne
1956-68 Études primaires et secondaires, Vienne

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

2000 : Membre et rapporteuse de la délégation autrichienne à l'occasion de la création à Berlin de l'Association européenne des femmes juristes

1999 : Membre de la délégation autrichienne durant le dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine tenu à Rovaniemi en Finlande, en qualité d'experte juridique

1993-1997 : Membre remplaçant de la Commission fédérale autrichienne pour l'égalité de traitement

1993-1996 : Vice-Présidente du Groupe de travail sur l'égalité de traitement au Ministère fédérale autrichien de la justice

1995 : Consultante au Ministère fédéral autrichien aux affaires féminines, Johanna Dohnal

1985-1993 : Membre du Groupe de travail ministériel autrichien sur l'égalité de traitement des fonctionnaires femmes dans le système judiciaire

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

« Die kurze Geschichte der Richterinnen in der österreichischen Justiz » dans Pilgermair, Walter (dir. publ.), *Wandel in der Justiz*, Vienne, 2013

« Menschenrechte für Frauen und Kinder », dans *Arbeitskreis für Gleichbehandlungsfragen*, 1/2000

« Frauenrechte sind Menschenrechte », dans *STREIT* 4/1993

« Frauen und Rechtswissenschaft – ein Männerproblem », dans *Journal für Rechtspolitik* 3/1993

Ismat Jahan (Bangladesh)

Date et lieu de naissance

3 juin 1960, Dhaka, Bangladesh

Langue(s) de travail

Anglais et bengali (couramment), espagnol (notions de base)

Situation/fonction actuelle

Ambassadrice en Belgique et chef de la Mission auprès de l'Union européenne; accréditation simultanée en tant qu'ambassadrice au Luxembourg. Membre du CEDAW (2011-2014).

Principales activités professionnelles

Diplomate de carrière pendant 30 ans; spécialisée dans la diplomatie multilatérale. Compétences en négociations internationales et diplomatie de conférence. **Domaines de compétences** : droits de l'homme, questions humanitaires et parité; affectée aux Missions permanentes du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ainsi qu'à Genève, directement responsable des questions liées aux droits de la personne, notamment les droits des femmes et l'humanitaire. A occupé le poste de Représentante permanente du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (2007-2009). Actuellement, Chef de mission à Bruxelles, chargée de la gestion générale de l'Ambassade et du lancement de ses diverses activités; élaboration de plans stratégiques et opérationnels pour la mise en œuvre de la politique étrangère nationale; rédaction de documents de politique générale et de déclarations de pays; représentation du Bangladesh à plusieurs réunions, conférences et séminaires à la Commission européenne et au Parlement européen; collaboration avec des groupes de réflexion et des acteurs de la société civile, y compris des organisations de femmes; sensibilisation aux droits des femmes au niveau national, notamment via la coordination avec les ONG.

Études

- 1982 : Master d'économie, Université de Dhaka.
- 1986 : Maîtrise de droit et de diplomatie, faculté de droit et de diplomatie de Fletcher, Université de Tufts, États-Unis.
- 1996 : Professeure invitée du Foreign Service Program, School of Foreign Service, Georgetown University, États-Unis (Certificat avec mention).
- 1986 : Certificat de langue espagnole de l'Université de Californie, Berkeley, États-Unis.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Longue carrière sur les questions de parité et de promotion des droits de la femme aux Missions permanentes du Bangladesh à New York et à Genève; participation en cette qualité à de nombreuses réunions sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (contribution à la présentation de

rapports périodiques du Bangladesh) et à la Commission de la condition de la femme; contribution à la rédaction des Conventions/Déclarations liées au CEDAW, entre autres : la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU et ses deux Protocoles facultatifs, la Convention sur les droits des migrants, les documents finaux du Sommet « Planète Terre » et de la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire; la Plate-forme d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes; la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. En tant que Vice-Présidente du conseil d'administration de l'UNICEF (2008-2009) et membre de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU (2007-2009), s'est consacrée aux questions liées aux filles et aux femmes, à la paix et à la sécurité, notamment à la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Actuellement, ses domaines d'intervention en qualité de membre du CEDAW sont notamment : la traite des femmes; les femmes rurales, les femmes appartenant à des minorités; les femmes migrantes. Participation active au Groupe de travail de la CEDAW sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits et dans les situations de conflit et d'après conflit. Actuellement, membre de groupes de travail chargés de la rédaction de recommandations générales sur les femmes rurales, les femmes réfugiées, demandeuses d'asile et apatrides, ainsi que la problématique hommes-femmes liée aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Kheira Mahdjoub-Ouiguini (Algérie)

Date et lieu de naissance

30 mars 1948 à Tiaret, Algérie

Langue de travail

Français

Situation/fonction actuelle

Inspectrice auprès de l'Inspection générale du Ministère des affaires étrangères.

Principales activités professionnelles

- Inspectrice au Ministère des affaires étrangères
- Déléguée permanente adjointe auprès de l'UNESCO
- Sous-directrice des affaires sociales, culturelles, scientifiques et techniques internationales au Ministère des affaires étrangères
- Consul adjoint auprès du Consulat d'Algérie à Grenoble
- Directrice des personnels, de la formation et de la documentation auprès d'un bureau d'études national
- Sous-directrice de la formation et des enseignements auprès de l'École nationale d'administration

Études

- Enseignement général secondaire sanctionné par l'obtention du Baccalauréat – série philosophie – avec mention Bien
- Diplômée de l'École nationale d'administration ENA – d'Alger

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre fondateur et membre actuel du bureau en qualité d'assesseur de l'Association des femmes cadres algériennes pour la revalorisation et l'élargissement de l'encadrement féminin
- Organisation de plusieurs conférences-débat
- Participation à des travaux portant sur différents thèmes relatifs à la lutte contre toute forme de discrimination à l'égard des femmes

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits

Contribution en tant que membre de l'association à des publications portant sur les thèmes suivants :

- L'emploi féminin en Algérie et sa contribution à l'économie du pays
- La femme et le pouvoir de décision

- L'artisanat féminin
- La femme et la préservation du patrimoine immatériel
- La lutte contre la violence à l'égard des femmes, notamment familiale

Lia Nadaraia (Géorgie)

Date et lieu de naissance

31 mai 1957, Tbilissi, Géorgie

Langue(s) de travail

Anglais, russe et géorgien

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2013 : Présidente du Congrès des femmes du Caucase du Sud (SCWC)
- Depuis 2003 : Directrice de l'International Women's Political Resource Center
- Depuis 1998 : Présidente de la Caucasian Feminist Initiative

Principales activités professionnelles

- Depuis 1998 : conduit l'action de la Caucasian Feminist Initiative dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, collabore avec l'ONU et fait rapport à l'Organisation.
- Depuis 1999 : coordonne l'action concernant la mise en place et l'élargissement du réseau politique géorgien des femmes et le « Forum politique des femmes ». Ce Forum a pour objectif de créer un lien entre l'électorat féminin et les femmes présentes dans les structures de prise de décisions et les partis politiques de la Géorgie.
- Depuis 2004 : mène des activités de sensibilisation aux politiques et à la législation au niveau national tenant compte des disparités entre les sexes. A travaillé sur la loi contre la violence domestique (2006), le principe de l'égalité entre l'homme et la femme (2006); a présenté un certain nombre de recommandations relatives à la hausse de la représentation des femmes aux postes de décision et dans la vie politique; a élaboré un projet de loi sur l'égalité des sexes (2010).
- Depuis 2005 : organise des écoles politiques pour les femmes – « Femmes et gouvernance locale », « Problématique hommes-femmes, politique et droit », « Femmes, médias et élections », « Université d'été de l'OTAN pour les femmes », « Les universités d'été féministes » (2007-2013).
- Depuis 2008 : coordonne les activités de sensibilisation parmi les avocats, les représentants de partis politiques et les militants d'ONG au respect du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Géorgie.
- 2004-2012 : Membre du Conseil consultatif pour l'égalité entre hommes et femmes sous l'autorité du Président du Parlement de Géorgie.
- 2002 : Professeuse invitée, Université du Minnesota, États-Unis – cours sur les « Women in Transition ».
- 2000-2002 : Professeur à l'Université d'État de Tbilissi, Département de sciences politiques – cours sur le thème « Problématique hommes-femmes et politique ».

Études

- 2005 : Formation à la diplomatie et à la sécurité de l'État, Institut géorgien d'administration publique
- 1998 : Formation à l'établissement de rapports au CEDAW, au Comité d'action internationale pour la promotion de la femme (Asie et Pacifique) et à la SIPA de l'Université Columbia (États-Unis)
- 1994-1997 : Doctorat en psychologie générale, Institut géorgien de psychologie
- 1989-1990 : Formation à la psychologie clinique, New York Institute of Psychodrama, États-Unis
- 1973-1978 : Maîtrise de psychologie, Université d'État de Tbilissi, Géorgie
- 1964-1973 : Éducation primaire et secondaire, Tbilissi, Genève et Kano (Nigéria)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 1999-2006 : Présentation de rapports alternatifs (officiels) au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- 1999-2012 : Participation active et interventions aux conférences de l'ONU sur les questions relatives aux femmes, notamment les sessions de la Commission de la condition de la femme.
- 1991-2013 : coordination d'activités de relations publiques et fonctions de porte-parole auprès des médias et du public sur les objectifs politiques et la mise en œuvre des programmes, notamment l'exposition des questions relatives aux femmes auprès des organes d'information internationaux, nationaux et locaux. Premiers interviews sur les droits fondamentaux des femmes en Géorgie diffusés sur Voice of America (mars 1990) et la Radio des Nations Unies (juin 1999).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- 2013. « Participation of Women in Public and Political Life ». Tbilissi. Tbilisi School of Politics. Imprimé.
- 2012. « Promoting IDPs and Women's voices in Post-Conflict Georgia ». Tbilissi, Women's Political Resource Center. Imprimé.
- 2012. « Gender Aspects of Elections ». Tbilissi. Women's Political Resource Center. Imprimé.
- 2011. « Promoting Gender Equality in the Education System in Georgia ». Tbilissi, Women's Political Resource Center. Imprimé.
- 2010. « Addressing Trafficking in Persons and Domestic Violence in Georgia ». Tbilissi, Women's Political Resource Center. Imprimé.

Sochetra Nhean (Cambodge)

Date et lieu de naissance

2 juin 1967 dans la Province de Battambang, Cambodge

Langue(s) de travail

Anglais et khmer

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2004 : Directrice du Département de l'égalité des sexes, Ministère cambodgien des affaires féminines
- Depuis 2001 : Directrice de projet national du Partenariat pour l'équité hommes-femmes, PNUD/Ministère cambodgien des affaires féminines
- Depuis 2004 : Chef de Secrétariat du Groupe de travail technique sur la parité des sexes
- Depuis 2008 : Point focal de la Commission sur les femmes de l'ASEAN
- Depuis 1997 : Membre du conseil d'administration du GAD/C (Problématique hommes-femmes et développement pour le Cambodge)

Principales activités professionnelles

- Sensibiliser et intervenir auprès des décideurs et des dirigeants politiques comme les hauts responsables gouvernementaux et les hauts fonctionnaires au sein de l'institution gouvernementale pour créer des Groupes d'action pour l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans tous les ministères d'exécution et élaborer les plans d'action correspondants dans leurs ministères sectoriels; et intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans l'ensemble des processus d'élaboration des politiques et programmes pour assurer que ceux-ci tiennent tous compte de la problématique hommes-femmes au niveau national.
- Préconiser auprès des autorités et des partenaires de développement l'allocation d'un budget national et d'une aide financière à la mise en œuvre de Plans d'action pour l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes au sein des ministères d'exécution durant les réunions du Comité de coordination entre les autorités et les partenaires de développement et lors du Forum de coopération pour le développement du Cambodge.
- Coordonner l'action avec tous les partenaires de développement membres du Groupe de travail technique sur la parité des sexes pour financer l'aide au Ministère cambodgien des affaires féminines, ainsi qu'avec d'autres partenaires de développement membres d'autres groupes de travail technique en vue d'intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans leurs programmes et d'aider à la mise en œuvre des Plans d'action pour l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans leur secteur d'intervention.
- Coordonner l'action avec tous les partenaires de développement, les ministères d'exécution, les ONG et les organisations de la société civile membres du

Groupe de travail technique sur la parité des sexes en vue de formuler le Plan d'action du Groupe de travail technique sur la parité des sexes et les indicateurs conjoints en matière de suivi, et assurer le suivi et le compte rendu périodiques des progrès de mise en œuvre des indicateurs conjoints en matière de suivi du Groupe de travail technique sur la parité des sexes.

- Renforcer la capacité des femmes et resserrer la collaboration avec les autres ministères et organismes pour favoriser une présence accrue des femmes aux postes de décision à tous les échelons de la fonction publique et de l'administration au niveau national et local via une analyse des procédures, et promouvoir le recrutement et l'avancement des femmes dans l'administration, la fonction publique, les organisations de la société civile, les ONG et le secteur privé.
- Animer les ateliers nationaux concernant l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes, notamment dans la formulation de politiques à l'intention des membres du Groupe d'action pour l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes provenant de l'ensemble des ministères d'exécution.
- Aider au projet et participer à la conception de stratégies pour assurer l'atteinte de ses objectifs; élaborer des plans de travail et des budgets trimestriels et annuels soumis à l'approbation du Comité de pilotage du projet et surveiller leur mise en œuvre; suivre les avancées et l'incidence du projet au regard de ses plans et objectifs de travail, et élaborer des rapports de projet trimestriels et annuels; superviser l'ensemble des transactions financières et en assurer le déroulement transparent et responsable ainsi que la conformité avec les politiques décidées et les normes internationales; assurer l'intégration de systèmes efficaces et rationnels de communication et coordination dans le cadre du projet ainsi qu'entre le projet et les principaux partenaires, au sein et hors du Ministère cambodgien des affaires féminines.

Études

2009-2013 : Master en Droit international des Droits de l'homme, Université Panhassastra du Cambodge

2003-2008 : Licence en droit, Université Panhassastra du Cambodge

1994-1995 : Grade d'associé dans le droit contractuel, faculté d'économie du Cambodge

1989-1992 : Diplôme d'administration publique, Institut d'administration publique, Site 2

1990-1991 : Certificat d'enseignant du secondaire, Institut de formation pédagogique, Site 2

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 2013 : Participation durant trois mois à un cours de formation sur le thème « Permettre l'intégration sociale : bonne gouvernance tenant compte de la problématique hommes-femmes et du handicap », Flinders University, Adélaïde, Australie.

- 2013 : Participation à une formation à l'élaboration du programme d'enseignement sur la problématique hommes-femmes et le développement à Singapour.
- Participation au processus préparatoire des rapports cambodgiens sur l'état d'avancement de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment le rapport unique (valant premier à troisième rapports périodiques) et le rapport unique (valant quatrième et cinquième rapports périodiques) du Cambodge.
- Participation à la Commission de la condition de la femme de l'ECOSOC, à sa 54^e session en 2010 et à sa 49^e session en 2005, ONU, New York, États-Unis.
- Depuis 2008 : Participation au processus de création de la Commission de l'ASEAN chargée de la promotion et de la protection des droits des femmes et des enfants, ainsi qu'à de nombreuses réunions liées au travail de la Commission.
- Participation à une formation à la généralisation d'une perspective antisexiste et à l'équité du traitement des deux sexes, axée sur les OMD à l'AIT, Bangkok, Thaïlande.
- 2008 : Participation à une formation de deux semaines à la gestion de l'efficacité de l'aide, Université des Philippines, Manille, Philippines.
- 2009 : Participation à une formation sur le leadership et le règlement des conflits à l'intention des hauts fonctionnaires, Cambodge et Singapour.
- 2009 : Participation à une formation sur les politiques publiques à l'intention des fonctionnaires cambodgiens, Cambodge et Japon.
- Depuis 2006 : Représentation du dispositif national cambodgien pour la promotion de la condition de la femme lors de plusieurs ateliers et séminaires régionaux organisés dans les pays voisins comme la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour et les Philippines.
- 2005 : Membre de la délégation officielle cambodgienne auprès de la Commission de la condition de la femme/Conférence Beijing+10; conférencière choisie par le PNUD pour représenter la région Asie; 2010 : Participation à la table ronde sur l'égalité des sexes lors de la Conférence Beijing+15 à New York.
- 2004 : Présentation d'un document sur la jeunesse au Cambodge lors d'une Conférence sur la jeunesse vivant dans la pauvreté dans l'Asie du Sud-Est tenue à Yogyakarta, Indonésie.
- Présentation d'un document concernant les femmes et les technologies de l'information lors d'une Conférence à Singapour du Comité de l'ASEAN sur les femmes portant sur les technologies de l'information et des communications.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Rapport national de mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Cambodge soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Réponses écrites à la liste des questions soulevées par le Comité CEDAW relatives au rapport unique (valant quatrième et cinquième rapports périodiques) du Cambodge sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Plan de développement stratégique national 2009-2013
- Plan stratégique quinquennal du Ministère de la condition de la femme pour 2008-2013 appelé « Neary Rattanak 3 »

Pramila Patten (Maurice)**Date et lieu de naissance**

29 juin 1958, Maurice

Langue(s) de travail

Anglais, français

Situation/fonction actuelle

- Vice-Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)
- Membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Membre du Groupe consultatif pour l'Observatoire africain des droits de la femme – Commission économique pour l'Afrique de l'ONU
- Présidente du Groupe de travail sur la recommandation générale n° 30 (2013) sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits et dans les situations de conflit et d'après conflit

Principales activités professionnelles

- Avocate plaidante à Maurice – spécialisée dans le droit de la famille.
- Fondatrice et membre du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme, ONG située à Maurice intervenant dans la promotion et la protection des droits fondamentaux des femmes.
- Fourniture de services consultatifs dans le domaine des droits fondamentaux des femmes aux entités et institutions spécialisées des Nations Unies comme ONU-Femmes, le FNUAP et l'OIT, ainsi qu'aux organisations internationales comme l'Union interparlementaire, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, la Commission internationale des juristes. Ces services consultatifs consistent notamment à former des fonctionnaires, juges, avocats et autres responsables de l'application des lois, ainsi que les ONG et ordres des avocats à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à son Protocole facultatif; à mener des sessions fictives à l'intention des délégations gouvernementales; à communiquer des avis sur la rédaction de différents plans d'action nationaux notamment sur la mise en œuvre des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; et à examiner les projets de loi et conduire une analyse d'impact sexospécifique des lois.

Études

- 1981 : Licence en droit (mention très bien), Ealing College of Higher Education, Royaume-Uni
- 1982 : Conseil de l'enseignement du droit, Formation professionnelle, Holborn et technique, Royaume-Uni

- Juillet 1982 : admise au barreau britannique; admise au barreau de Gray's Inn
- Août 1982 : admise au barreau mauritanien
- 1984 : Maîtrise de droit – University College London, Université de Londres, Royaume-Uni

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes depuis 2003, et membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes depuis 2003, et Présidente sur la période 2004-2005; conduite d'une enquête au titre de l'article 8 du Protocole facultatif.
- Mars 2012 à janvier 2013 : Conduite de consultations régionales en lien avec l'élaboration de la Recommandation générale sur le rôle des femmes dans la prévention des conflits et dans les situations de conflits et d'après conflit en Thaïlande, en Éthiopie, en Turquie, au Guatemala et en Jordanie.
- 2009 : membre de la Commission internationale d'enquête sur le massacre de Conakry en Guinée, nommée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- Assistance technique à plusieurs États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans différents domaines couverts par la Convention, notamment : le Kirghizistan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, le Kazakhstan, le Bélarus, l'Ukraine, la Hongrie, la Chine, l'Inde, le Bangladesh, la Tunisie, l'Égypte, le Maroc, la Jordanie, Haïti, Oman, l'Afrique du Sud, le Malawi, la Tanzanie, la Thaïlande, les Philippines, le Viet Nam, l'Indonésie, le Japon, le Pakistan, le Timor-Leste, l'Afghanistan, l'Iraq.
- Formation de parlementaires à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et au Protocole facultatif à Madagascar, au Gabon, en Tunisie, en Hongrie, au Pakistan, au Maroc, à Tahiti, en Tanzanie et au Malawi.
- Élaboration/examen/conduite d'une analyse d'impact sexospécifique des lois pour les Maldives, le Burundi et la Turquie.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- Publication de rapports, articles et manuels au niveau national, régional et international sur : la violence à l'égard des femmes; le harcèlement sexuel au travail; les femmes dans l'emploi dans le secteur informel; l'analyse comparative des lois relatives au mariage; les femmes et les conflits armés; l'impact en fonction des sexes des changements climatiques.
- Parution d'articles dans « Passport to Dignity » (Passeport pour la dignité) publié par le PDHRE (Mouvement des peuples pour l'éducation aux droits de l'homme); « Circle of Empowerment ».

Patricia Schulz (Suisse)**Date et lieu de naissance**

28 juillet 1949; Genève, Suisse

Langues

Français, anglais, allemand, espagnol (intermédiaire)

Études

- Licence en droit/Masters, Université de Genève
- Diplôme d'études juridiques supérieures (DEJS en droit social et droit administratif)
- Certificat post grade, Institut universitaire d'Études du développement, Genève et École polytechnique fédérale, Lausanne
- Brevet d'avocate, Genève

Situation/fonction actuelle

- Membre du CEDEF, présidente du Groupe de travail sur les méthodes de travail
- Membre du conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)

Activités professionnelles

- Directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (1994-2010), déterminant les priorités pour la politique d'égalité (y compris la violence dans les relations de couple), collaborant avec l'administration fédérale, le Parlement, les autres acteurs concernés et au plan international (ONU, Conseil de l'Europe), développant des réseaux, initiant des études et participant au processus législatif
- Enseignante en droit constitutionnel et droit public général
- Avocate

Autres activités dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- 1994-2010 : Dirigeant la délégation suisse à de nombreuses réunions internationales dont la Conférence de Beijing, les sessions de la Commission de la condition de la femme, les Conférences ministérielles sur l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe
- 1996-2008 : CEDEF : Coordonnatrice du Rapport initial et deuxième rapport périodique de la Suisse, cheffe de la délégation pour leur présentation, coordonnatrice de la mise en œuvre au plan fédéral des Observations et Recommandations du Comité. Coordonnatrice du processus de ratification

- Depuis 1984 : Participation régulière à des formations continues, conférences, publications, programmes médias sur les droits humains, l'égalité entre femmes et hommes, la non-discrimination et la violence domestique, pour des publics variés
- 2000-2010 : Coprésidente de la Conférence suisse des déléguées à l'égalité
- 1991-2010 : Experte dans la Commission fédérale pour les questions féminines
- 1996-1999 : Cheffe du groupe de travail interdépartemental responsable pour l'élaboration du Plan d'action de la Suisse, suite à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

« La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) », à paraître en 2014; « CEDAW and nationality », UIP, 2013; « CEDAW and racism », Groupe intergouvernemental sur la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, 2013; « Women offenders in the perspective of CEDAW », Penal Reform International, 2013; « The contribution of the CEDAW Committee to the fight against violence against women », Conseil des droits de l'homme, 2013; « CEDAW and women with disabilities », Comité des droits des personnes handicapées, 2013.

Renata Siemieńska-Żochowska (Pologne)

Date et lieu de naissance

22 avril 1939, Cracovie, Pologne

Langue(s) de travail

Anglais et polonais

Situation/fonction actuelle

En Pologne : depuis 1965, professeur titulaire à l'Université de Varsovie (Varsovie); depuis 1996, titulaire de la Chaire UNESCO sur les femmes, la société et le développement; depuis 2010, également titulaire de la Chaire « Sociologie des mutations sociales » de l'Académie d'éducation spécialisée Maria Grzegorzewska de Varsovie.

À l'étranger (dans le passé) : professeur invitée aux États-Unis (plusieurs fois à l'Université du Michigan, Université de Caroline du Nord à Greensboro, Santa Clara University, etc.) et au Canada (Université de Toronto).

Principales activités professionnelles

Enseignement et recherches sur les systèmes de valeurs, les relations ethniques, la participation des femmes à la vie publique, la socialisation, le système d'éducation, la famille, l'inégalité des sexes dans la vie publique (vie politique, marché du travail) et le système de protection sociale.

Participation passée et actuelle à des **études transnationales** en qualité de chercheur principal polonais dans les Enquêtes mondiales sur les valeurs de 1990, 1997, 2005 et 2012 conduites dans environ 90 pays (également en qualité de Membre du Comité consultatif scientifique du projet); à plusieurs projets de la Commission européenne (CE), ex. : « Women in European Universities » (Femmes dans les universités européennes) (5^e programme-cadre), « Evaluation of LLL Strategies in Europe » (Évaluation des stratégies de la formation tout au long de la vie en Europe) (6^e programme-cadre), « Work & Care, Social equality and changing relationships between work, care and welfare in Europe » (Travail et responsabilités familiales, égalité sociale et mutations des rapports entre travail, responsabilités familiales et protection sociale en Europe) (6^e programme-cadre), « Workcare Synergies » (7^e programme-cadre), actuellement « WILCO – Welfare innovations at the local level in favor of cohesion » (WILCO – Innovations de la protection sociale au niveau local en faveur de la cohésion) (7^e programme-cadre) et « GENDEQU – Gender and Higher Education » (GENDEQU – Problématique hommes-femmes et enseignement supérieur) (Projet polonais-norvégien). Membre du groupe d'experts de la CE chargé d'évaluer la répartition entre les sexes des subventions de recherche dans l'UE (2008-2009). Membre de comités consultatifs scientifiques dans le cadre de projets de la CE, par exemple « ENRI-East: Interplay of European, National and Regional Identities: Nations between States along the New Eastern Borders of the European Union » (ENRI-East: articulations des identités européennes, nationales et régionales : nations entre États le long des nouvelles frontières de l'est de l'Union européenne) (7^e programme-cadre), actuellement dans COPE « Combating Poverty in Europe. Re-organising Active Inclusion through Participatory and Integrated

Modes of Multilevel Governance » (Lutter contre la pauvreté en Europe. Réorganiser l'intégration active via les mécanismes participatifs et intégrés de la gouvernance à multiniveaux) (7^e programme-cadre).

Études

Doctorat à l'Université Jagellon à Cracovie (Pologne) en 1969, habilitation à l'Université de Varsovie en 1977, Professeur titulaire en 1992. Ancienne membre de la Fondation Ford, de l'American Council of Learned Societies aux États-Unis (Université du Michigan) et de la Fondation scientifique italienne.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Membre du conseil d'administration et Présidente de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) à Saint-Domingue (République dominicaine); experte auprès de l'ONU, de l'UNESCO (Division des droits de l'homme et de la paix), du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. Membre du Conseil consultatif du Plénipotentiaire pour l'égalité de statut entre les hommes et les femmes en Pologne (1992-2005).

Membre actuel du Comité du programme du Congrès des femmes (la plus grande ONG spécialisée dans les questions féminines en Pologne). Collaboration avec le Bureau du Plénipotentiaire pour l'égalité de statut entre les hommes et les femmes en Pologne.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- 2007 (dir. publ. avec A. Zimmer), « Gendered Career Trajectories in Academia in Cross-National Perspective » (Trajectoires de carrière genrés en milieu universitaire selon une perspective transnationale). Varsovie, Scholar.
- 2008 (Éditrice invitée), « Changing Conceptions of Gender » (Conceptions en mutation de la problématique hommes-femmes), *International Journal of Sociology*, vol. 38, n° 4.
- 2009 (avec A. Domaradzka), « The Welfare State in Poland: transformation with difficulties » (L'État-providence en Pologne : transformation avec difficultés), dans Schubert K., Hegelich S. et Bazant U. (dir. publ.), *The Handbook of European Welfare Systems*, Londres/New York, Routledge, p. 378-397.
- 2009, « Women's Representation in the Polish Parliament and the Determinants of Their Effectiveness » (Représentation des femmes au Parlement polonais et facteurs déterminants de leur efficacité), dans M. Rueschemeyer, S. Wolchik (dir. publ.), *Women in Power in Post-Communist Parliaments*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, p. 61-92.
- 2009, « Kobiety w (męskim) zawodzie naukowca » (Femmes dans les professions scientifiques « masculines »). Dans *Kobiety dla Polski – Polska dla kobiet. 20 lat transformacji 1989-2009*. W-wa: Fundacja Feminoteka, p. 303-317.

- 2012, « Doksztalcanie i awanse » (Formation tout au long de la vie et avancements), dans Lisowska E. (dir. publ.), *Polityka różnorodności w administracji centralnej* (Politique de la diversité dans l'administration centrale), Warszawa, SGH, p. 81-100.

Genoveva Tisheva (Bulgarie)

Date et lieu de naissance

1^{er} février 1957, Sofia, Bulgarie

Langue(s) de travail

Bulgare, anglais, français, italien (parfaite maîtrise); russe (très bonne connaissance).

Situation/fonction actuelle

Depuis 1998 : Directrice générale de la Fondation bulgare de recherche sur le genre;

Depuis 2004 : Directrice de l'Institut de formation sur les droits humains des femmes en Bulgarie, initiative éducative régionale visant à inculquer des aptitudes à la plaidoirie aux avocats d'Europe orientale et fruit du partenariat de la Fondation, du Centre for Reproductive Rights (New York, États-Unis) et du Réseau Est-Ouest pour les femmes (Gdansk, Pologne), dont l'enseignement sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la pratique.

Depuis 2009 : Présidente de l'Alliance bulgare pour la protection contre la violence familiale.

Depuis 2004 : Membre du Réseau européen d'experts juridiques indépendants dans le domaine de l'égalité des genres.

Principales activités professionnelles

Gestion générale, coordination du personnel et représentation de la Fondation, de l'Institut de formation aux droits fondamentaux des femmes (WHRTI), et de l'Alliance pour la protection contre la violence familiale; surveillance et analyse de la compatibilité de la législation et des politiques relatives aux droits de la personne et à l'égalité des sexes avec les normes européennes et universelles. Coordination et rédaction de rapports officiels de la société civile soumis aux organes conventionnels des Nations Unies et autres mécanismes (CEDAW, Conseil des droits de l'homme, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, et examen périodique universel). Principaux domaines d'intervention : violence contre les femmes et les filles, traite des femmes, droits socioéconomiques des femmes en général, accès des femmes à la justice, diligence requise, mesures temporaires spéciales, stéréotypes sexistes. Conférences et formations à l'intention des avocats à l'Institut de formation aux droits fondamentaux des femmes (WHRTI) et au Centre de formation à la prévention de la violence de l'Alliance pour la protection contre la violence familiale. Appui et introduction des affaires stratégiques sur les droits des femmes devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg et au titre du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Membre du conseil d'administration de l'Association européenne des femmes juristes (EWLA), depuis 2011, et de « Égalité Maintenant », depuis 2013. Membre du Groupe de travail sur les Femmes et les DESC du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (ESCR-Net); et experte du Projet « Due Diligence » (Diligence requise).

Études

- 1975-1980 : Faculté de droit de l'Université de Sofia « St. Kl. Ohridsky », Maîtrise de droit.
- 1991 : Université Robert Schumann, Strasbourg, France : spécialisation dans le droit de l'UE et Diplômes de premier et deuxième cycles de la faculté internationale du droit comparé.
- 2002 : Centre de formation de l'OIT, Turin, Italie, Les droits des travailleuses, Attestation de fin d'études.
- 2004 : Institute of Social Studies (ISS), La Haye, Les Pays-Bas, Développement, droit et justice sociale, Diplôme spécial.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Participation active à la rédaction et à la promotion, en vue de son adoption, de la loi sur la protection contre la violence domestique (adoptée en 2005), pour instaurer une législation spéciale sur l'égalité des sexes en Bulgarie (depuis 2000), ainsi qu'à la réforme législative en cours sur les questions d'égalité des sexes. Préparation et présentation de rapports officiels d'ONG devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (participation aux sessions de février 1998 et juillet 2012). Coauteur du rapport officiel de la Fondation bulgare de recherche sur le genre « Gender Stereotyping: A pervasive and overlooked source of discrimination against women in Bulgaria » (Stéréotypes sexistes : source omniprésente et ignorée de la discrimination à l'égard des femmes en Bulgarie) à la 52^e session du CEDAW. Coordination de la rédaction et de la publication d'un rapport régional officiel présenté au CEDAW pour les pays de l'Europe du Sud-Est (2002). Participation à la rédaction du Plan national pour la mise en œuvre des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (juillet 2013). Participante au groupe de travail pour la préparation du nouveau projet de loi sur l'égalité des sexes (2013). Travaux préparatoires et assistance dans les affaires examinées au titre du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, comme l'affaire *V.P.P. c. Bulgarie*. Participation active au processus de mise en œuvre des constatations du Comité sur les affaires bulgares ayant fait l'objet d'une décision à ce jour.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et de l'avancement de leurs droits fondamentaux

- « EU Gender Equality Law » (Droit européen sur l'égalité des sexes), mise à jour de 2013, et « Gender Equality Law in 33 European countries » (Droit sur l'égalité des sexes dans 33 pays européens), mise à jour de 2011, auteur des chapitres consacrés à la Bulgarie http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/document/index_en.htm#h2-9
- « Monitoring the implementation of the Croatian legislation on domestic violence » (Suivie de la mise en œuvre de la législation croate sur la violence familiale), AHR/BGRF, 2012, coauteur http://www.theadvocatesforhumanrights.org/uploads/croatia_final_report_2012.pdf

- « Breaking the Silence » (Briser le silence), rapport de l'ERRC (Centre européen des droits des Roms) et People in need sur la traite des femmes et enfants roms, notamment en Bulgarie, étude juridique sur la Bulgarie, 2011 <http://www.combattrafficking.eu/sites/default/files/documents/breaking-the-silence-19-march-2011.pdf>
- Étude de faisabilité visant à évaluer les possibilités, perspectives et besoins de normalisation de la législation nationale sur la violence à l'égard des femmes, la violence à l'égard des enfants et la violence fondée sur l'orientation sexuelle, Projet Daphne de l'UE, étude bulgare, http://ec.europa.eu/justice/funding/daphne3/daphne_feasibility_study_2010_en.pdf

Suivi de l'application de la loi bulgare sur la violence familiale, 2008 AHR/BGRF, coauteur http://ec.europa.eu/justice/funding/daphne3/daphne_feasibility_study_2010_en.pdf

Ana Trišić-Babić (Bosnie-Herzégovine)**Date et lieu de naissance**

9 février 1967, Bosnie-Herzégovine

Langue(s) de travail

Anglais, allemand, français, russe

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2007 : Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine : intervention sur de multiples questions d'analyse, d'expertise et de supervision; représentation de la Bosnie-Herzégovine dans les relations extérieures et les activités diplomatiques bilatérales et multilatérales, consultations politiques; formulation et conduite de stratégies et politiques de la Bosnie-Herzégovine en matière d'affaires étrangères; collaboration étroite avec les ambassades et gouvernements des autres pays sur de multiples questions tant bilatérales que multilatérales, l'accent étant mis en particulier sur les questions liées à la problématique hommes-femmes et l'éducation relevant de ces domaines.
- Depuis 2010 : Présidente de la Commission pour l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'OTAN, principal organe de coordination en matière de réformes, ajustements et préparation en vue de l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'OTAN; intervention en qualité d'experte chargée du processus.

Principales activités professionnelles

- Aide à la direction du Ministère des affaires étrangères et travaille en lien avec les autres ministères au sein du Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine, en particulier le Ministère des droits de la personne (Agence chargée de la promotion de l'égalité des sexes) et le Ministère des affaires civiles (Éducation, participation civile et politique des femmes et des autres groupes sociaux vulnérables).
- Membre d'organes de coordination nationaux/gouvernementaux pour le règlement des conflits, la consolidation de la paix, les questions de sécurité et la participation des femmes.
- Conférences sur les thèmes suivants : politique étrangère, sécurité au XXI^e siècle, rôle des questions liées à la problématique hommes-femmes dans la sécurité, participation des femmes au règlement des conflits, à la consolidation et à la viabilité de la paix.
- 2001-2007 : Ministre adjointe aux affaires bilatérales (Ministère des affaires étrangères)
- Juin 2006 : Chef du Groupe de travail I en vue de l'Accord de stabilisation et d'adhésion.
- 1999-2000 : Chef du Cabinet du Président du Gouvernement de la République serbe.
- 1997-1998 : Conseillère aux affaires internationales, Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies.

- 1996-1997 : Chef du Projet pour les médias et le développement du secteur des ONG, USAID/OTI.
- 1994-1996 : Journaliste à Radio Free Europe.
- 1992-1993 : Apprentissage dans un cabinet d'avocat.

Études

- Département de droit public international, faculté de droit, Schiller University, Londres
- Programme de sécurité nationale et internationale, Harvard Kennedy School, Boston, Massachusetts, États-Unis
- Collège de défense de l'OTAN, Cours à l'intention d'officiers militaires et civils supérieurs

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Direction de projets au sein de la Commission pour l'adhésion à l'OTAN, l'accent étant mis sur les processus de consolidation de la paix et la mise en œuvre directe des résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2122 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité.
- Sensibilisation de l'opinion en Bosnie-Herzégovine aux résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2122 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité via les services médiatiques du Ministère et de la Commission.
- Coopération avec l'OTAN sur les questions relatives aux résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2122 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, en particulier avec la Représentante spéciale de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité.
- Lancement et organisation d'une table ronde sur le thème « Autonomisation et participation politiques des femmes et mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité de l'ONU ».
- Coopération avec le bureau d'ONU-Femmes situé à Sarajevo.
- Coopération avec l'Agence chargée de la promotion de l'égalité des sexes en Bosnie-Herzégovine.
- Promotion d'une participation et d'un rôle plus étendus des agents de sécurité de la Bosnie-Herzégovine aux missions de consolidation de la paix de l'ONU et de l'OTAN.
- Conférences sur le thème des résolutions [1325 \(2000\)](#) et [2122 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, l'accent étant mis en particulier sur une plus large participation politique des femmes.
- Participation à l'élaboration et présentation de documents et discours à de nombreuses conférences de l'ONU ainsi qu'à d'autres conférences bilatérales et multilatérales et tables-rondes sur les droits de la personne, en particulier les droits des femmes et des enfants, l'éducation, la sécurité, la consolidation et la viabilité de la paix.

- Promotion active d'une implication et participation politiques plus larges des femmes à tous les niveaux de la prise de décision.
 - Promotion et soutien actifs à l'appui d'un pourcentage accru de femmes dans les services diplomatiques.
 - Coopération constante et étroite avec les médias, encourageant la participation politique et diplomatique des femmes, et sensibilisant à la nécessité d'introduire des changements dans la politique de l'emploi du secteur privé.
-